

2 Politique

Couverture médicale

Le chef de l'Etat proche des assurés

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, était samedi dernier, à la pharmacie Les Forestiers du centre commercial Mbolo. Accueilli par le président directeur général de la pharmacie, Roger Lopez et par le directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), le professeur Michel Mboussou, le chef de l'État est allé toucher du doigt la qualité du service offert aux assurés. Il a tenu à réaliser le parcours classique d'un assuré et à marquer son soutien à ceux qui «apportent leur concours dans cette question importante qu'est la santé». «Nous avons beaucoup fait. Nous avons lancé un programme d'Égalité des chances, nous avons diversifié notre économie mais il y a encore beaucoup à faire et les efforts nous allons les continuer. Mais



Photo : presse présidentielle

Ici, à la pharmacie les Forestiers....

la chose la plus importante c'est la santé. Je me réjouis de voir le succès de la Cnamgs car lorsque nous avons commencé nous n'espérons pas que ça puisse se développer aussi vite et aussi bien», s'est satisfait le numéro un gabonais au sortir de cette visite.

A noter que la CNAMGS, un véritable modèle d'assurance maladie en Afrique, a pour mission de garantir une couverture maladie à l'ensemble

de la population gabonaise et d'assurer la prise en charge des Gabonais économiquement faibles (GEF) à travers plusieurs prestations sociales. Ce sont aujourd'hui plus de 600 000 compatriotes qui sont directement concernés par les vastes opérations de couverture médicale et d'assistance sociale sur l'ensemble du territoire national. Un chiffre qui devra connaître une augmentation, à la suite d'au-



Photo : presse présidentielle

...comme au centre de dialyse et des maladies des reins, Ali Bongo s'est dit satisfait de la qualité du service offert aux assurés de la CNAMGS.

tres séances d'enrôlement. Élément moteur de la politique sociale du chef de l'État, la Cnamgs prend donc en charge près de 60 % de la population gabonaise.

En outre, ce fleuron de la politique sociale au Gabon a vu ses dépenses en termes de santé passer de 40 à 10 %. «Nous allons faire plus», a affirmé le président de la République avant d'annoncer que 95 nouveaux médicaments feront

désormais partie de la liste des médicaments remboursés par la Cnamgs.

Martelant son engagement à offrir aux populations, surtout les plus démunies, un meilleur accès à des soins de qualité, par le biais de la réalisation de nouveaux hôpitaux et la prise en charge du traitement des patients, Ali Bongo Ondimba a par ailleurs félicité les responsables de la pharmacie des Forestiers pour leur

investissement, par la mise à la disposition des usagers d'une offre se résumant en une distribution automatique des médicaments. Étant le plus leader du pays en la matière, cet établissement pharmaceutique a connu une forte croissance en termes de fréquentations avec l'avènement de la Cnamgs. Ce sont plus 1 000 clients qui se présentent désormais chaque jour contre 250 auparavant.

Le chef de l'État est allé ensuite au quartier ACAE, au centre de dialyse agréé Cnamgs de Iroumou pour se rendre compte, auprès des malades et des soignants, des bénéficiaires de la prise en charge de leurs pathologies par l'assurance maladie. Faisant dans la foulée le même constat de satisfaction. Tout comme, il n'aura pas manqué de rappeler aux uns et aux autres leurs obligations face aux exigences des pouvoirs publics et surtout à une demande croissante de jour en jour.

Clôture des Journées nationales de la sécurité intérieure/Mariages

Cinquante policiers convolent en justes noces

J.O.
Libreville/Gabon

Samedi, en présence de leur parrain commun, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, à l'École nationale de police, à Owendo. Cérémonie qui a coïncidé avec la clôture de la première édition des Journées nationales de la sécurité intérieure.



Photo : presse présidentielle

Le chef de l'Etat et un des couples honorés.

CINQUANTE policiers ont convolé en justes noces samedi dernier. C'était à l'occasion de la clôture des Journées nationales de la sécurité intérieure. Parrain de l'événement, le chef suprême des Armées, Ali Bongo Ondimba. Lieu de la cérémonie collective, École

nationale de police dans la commune d'Owendo.

En participant à cette célébration inédite, le numéro un gabonais a voulu ainsi marquer sa volonté de promouvoir les valeurs de la famille consacrées par l'union entre un homme et une femme. En ce sens, si le rôle de la police est de protéger

les personnes et biens, ses membres sont appelés à assumer leurs responsabilités par la constitution des familles dont le corollaire est le mariage.

Le président de la République a félicité et rappelé la responsabilité et l'engagement de ces cinquante policiers envers la nation, mais



Photo : presse présidentielle

Photo de famille.

surtout envers leurs épouses. Non sans mettre l'accent sur l'égalité des chances pour que chaque citoyen gabonais puisse connaître le confort et la sécurité dans sa cellule familiale.

«Je suis particulièrement heureux d'avoir pu assister à ces mariages. C'est une bonne initiative. Nous avons tous

écouté avec plaisir les bons conseils de Mme le maire. Nous sommes vraiment heureux et souhaitons bonne chance à tous ces couples», a-t-il indiqué lors de son adresse aux jeunes mariés. Certains membres du gouvernement, les autorités policières et les parents ont pris part à cette célébration présidée par la mairesse

d'Owendo, Jeanne Mbagou, au cours de laquelle les couples composés d'officiers et de sous-officiers ont échangé leurs vœux et se sont dit «oui, pour le meilleur et pour le pire». Enfin, c'est sous le thème «Force dans l'union» que le premier magistrat de cette commune, a scellé ces unions dans la liesse générale.

Lutte contre la corruption/Après les révélations de Médiapart

Ping et consorts doivent rembourser

J.K.M.
Libreville/Gabon

LE président de l'Organisation non gouvernementale (ONG) SOS Consommateurs, Richard Christian Abiaghe Ngomo, a animé, samedi dernier, au siège de la Coalition de la société civile gabonaise (CSCG), sis au quartier Derrière-la prison, un point-pressé au cours duquel, il a exigé le remboursement de la somme de près de 10 milliards de nos francs qu'auraient perçue, au titre de commissions occultes sur l'attribution de certains marchés publics, Franck Ping, fils de l'ancien président de la Com-

mission de l'Union africaine, candidat à la prochaine présidentielle et Pascaline Mferri Bongo Ondimba, fille et ancienne directrice de cabinet de feu le président Omar Bongo Ondimba. Ainsi que l'a révélé le journal français en ligne "Médiapart" dans sa parution de jeudi dernier. Selon notre confrère, l'entreprise chinoise Syno-hydro aurait notamment versé à leurs deux intermédiaires, au titre de l'obtention du marché de construction de la route Akiéni-Okondja et du barrage du Grand Poubara, un peu plus de 1, 250 et 4 milliards de francs CFA. Alors que l'entreprise française Hydropower, elle, leur aurait versé, en contrepartie de l'obtention du

marché de réhabilitation et d'extension du réseau d'eau et d'électricité de la ville de Libreville, plus de 4 milliards de nos francs.

Inscrivant sa démarche dans le cadre de "la liberté et de la démocratie participative", M. Abiaghe Ngomo, qui avait à ses côtés plusieurs membres de la CSCG, s'est offusqué de telles pratiques d'autant plus que, selon lui, "cet argent aurait pu servir à construire des hôpitaux, des écoles et contribuer au développement des infrastructures sociales de base". D'où son appel au "gouvernement de saisir les juridictions compétentes, afin que cet argent soit restitué au peuple gabonais. Au Parlement, d'ouvrir une enquête parlementaire, de

manière à ce que tous les bénéficiaires de ces commissions soient connus et répondent de leurs actes, conformément à la loi. Et au parquet de la République, et à la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite de s'auto-saisir et déclencher les procédures idoines en pareille circonstance". Tout en invitant "la famille Ping à faire preuve de sagesse et surtout de patriotisme en s'amendant par la restitution des sommes indûment perçues au détriment du peuple gabonais". Il s'agirait, a-t-il précisé, "pour Jean Ping le candidat à la Magistrature suprême d'une occasion unique pour commencer à mettre tous les Gabonais à l'abri du besoin".



Photo : Adjaf Ntoutoume

Christian Richard Abiaghe Ngomo (chemise rose) et les autres membres de la CSCG lors du point-pressé.

Les chroniques politiques pour plus tard

A partir de ce lundi, et cela jusqu'à une date ultérieure qui sera communiquée le moment venu, toutes les chroniques paraissant en pages politiques ne paraîtront plus. Il s'agit précisément de : "La Semaine d'ONDouba Ntsibah", paraissant lundi ; "Miroir du Gouvernement", paraissant mardi ; et "Tribune des Partis politiques", qui paraît le mercredi. Toutes nos excuses à nos lecteurs.